

Lénine

**Interventions au III^e congrès de
l'Internationale Communiste**

THÈSES DU RAPPORT SUR LA TACTIQUE DU P.C.R. PRÉSENTÉ AU III^e CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

AVANT-PROJET

1. LA SITUATION INTERNATIONALE DE LA R.S.F.S.R.

La situation internationale de la R.S.F.S.R. est caractérisée en ce moment par un certain équilibre qui, pour extrêmement instable qu'il soit, n'en a pas moins créé une conjoncture originale dans la politique mondiale.

Cette originalité est que, d'une part, la bourgeoisie internationale, remplie d'hostilité et de haine furieuses contre la Russie soviétique, est prête à tout moment à se jeter sur elle pour l'étrangler. D'autre part, toutes les tentatives d'intervention militaire qui ont coûté à cette bourgeoisie des centaines de millions de francs, se sont soldées par un échec complet, ceci, bien que le pouvoir soviétique fût moins fort qu'aujourd'hui, et que les grands propriétaires fonciers et les capitalistes russes eussent des armées entières sur le territoire de la R.S.F.S.R. Dans tous les pays capitalistes l'opposition à la guerre contre la Russie soviétique s'est accentuée à l'extrême, alimentant le mouvement révolutionnaire du prolétariat et gagnant de très larges masses de la démocratie petite-bourgeoise. Les querelles d'intérêt entre les différents pays impérialistes se sont aggravées et s'aggravent chaque jour davantage. Le mouvement révolutionnaire se développe avec une vigueur remarquable parmi les centaines de millions d'opprimés de l'Orient. Toutes ces conditions ont fait que l'impérialisme international, quoique bien plus fort que la Russie soviétique, a été incapable de l'étrangler; il a dû momentanément la reconnaître ou la reconnaître seulement à moitié, passer des traités de commerce avec elle.

Il en est résulté un équilibre extrêmement précaire, extrêmement instable, il est vrai, mais qui cependant permet à la République socialiste, pas pour longtemps, bien entendu, d'exister au milieu de l'encercllement capitaliste.

2. LE RAPPORT DES FORCES DE CLASSE A L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

Devant cet état de choses, le rapport des forces de classe à l'échelle internationale s'est établi comme suit :

La bourgeoisie internationale n'ayant pas la possibilité de faire la guerre ouvertement à la Russie soviétique, se tient dans l'expectative, à l'affût d'un moment favorable où les circonstances lui permettront de relancer la guerre.

Partout, dans les pays capitalistes avancés, le prolétariat a déjà formé son avant-garde, les partis communistes, qui grandissent et s'acheminent sans discontinuer vers la conquête de la majorité du prolétariat dans chaque pays, en détruisant l'influence des vieux bureaucrates trade-unionistes et de l'aristocratie ouvrière d'Amérique et d'Europe, corrompue par les privilèges impérialistes.

Dans les pays capitalistes, la démocratie petite-bourgeoise, dont l'avant-garde est représentée par la II^e Internationale et l'Internationale II 1/2, constitue à l'heure actuelle le principal soutien du capitalisme, car son influence s'exerce encore sur la majorité ou une partie considérable des ouvriers et employés de l'industrie et du commerce qui craignent, si la révolution éclate, de perdre leur bien-être petit-bourgeois relatif, fondé sur les prérogatives dispensées par l'impérialisme. Cependant la crise économique croissante aggrave partout la situation des larges masses; cette circonstance, ajoutée au fait de plus en plus évident que les nouvelles guerres impérialistes sont inévitables avec le maintien du capitalisme, rend ledit soutien de plus en plus précaire.

Les masses laborieuses des pays coloniaux et semi-coloniaux, qui forment l'immense majorité de la population du globe, ont été éveillées à la vie politique dès le début du XX^e siècle, notamment par les révolutions de Russie, de Turquie, de Perse et de Chine. La guerre impérialiste de 1914-1918 et le pouvoir soviétique en Russie font définitivement de ces masses un facteur actif de la politique mondiale et de la destruction révolutionnaire de l'impérialisme, bien que la petite bourgeoisie instruite d'Europe et d'Amérique, y compris les chefs de la II^e Internationale et de l'Internationale II 1/2, s'obstinent à ne pas le remarquer. Les Indes britanniques ont pris la tête de ces pays; la révolution y monte, d'une part, à mesure que le prolétariat industriel et ferroviaire devient plus nombreux, et d'autre part, à mesure que les Anglais exercent une terreur plus féroce, multipliant les massacres (Amritsar¹), les fustigations publiques, etc.

3. LE RAPPORT DES FORCES DE CLASSE EN RUSSIE

La situation politique intérieure de la Russie soviétique est caractérisée par le fait que, pour la première fois dans l'histoire mondiale, nous n'y voyons exister, depuis un certain nombre d'années, que deux classes : le prolétariat qui a été éduqué pendant des dizaines d'années par une grosse industrie mécanique, très jeune, mais moderne toutefois, et la petite paysannerie qui forme l'énorme majorité de la population.

Les gros propriétaires terriens et les capitalistes n'ont pas disparu en Russie, mais ils ont été entièrement expropriés, politiquement battus en tant que classe dont les vestiges se cachent parmi les employés des administrations publiques du pouvoir soviétique. Ils ont conservé leur organisation de classe à l'étranger : c'est l'émigration qui compte probablement de 1,5 à 2 millions d'hommes, dispose de plus de cinquante quotidiens appartenant à tous les partis bourgeois et « socialistes » (c'est-à-dire petits-bourgeois), des restes d'armée, et entretient des relations étendues avec la bourgeoisie internationale. Ces émigrés travaillent de toutes leurs forces et par tous les moyens à détruire le pouvoir soviétique et à restaurer le capitalisme en Russie.

4. LE PROLÉTARIAT ET LA PAYSANNERIE EN RUSSIE

Devant une telle situation intérieure, la tâche essentielle du prolétariat de Russie, en tant que classe dominante, est de bien définir et d'appliquer les mesures propres à guider la paysannerie, de s'allier solidement à elle, pour arriver par une longue suite de transitions graduelles à la grosse agriculture collective mécanisée. Cette tâche est singulièrement difficile en Russie, car notre pays

¹ Le 13 avril 1919, les troupes anglaises réprimèrent un meeting dans la ville d'Amritsar (Inde). Il y eut 400 morts et 1200 blessés, dont des femmes et des enfants. Cet épisode va radicaliser l'opposition au colonialisme britannique en Inde.

est arriéré, et, de plus, entièrement ruiné par sept années de guerre impérialiste et de guerre civile. Mais, même abstraction faite de cette particularité, cette tâche est une des plus difficiles des tâches d'édification socialiste qui se poseront à tous les pays capitalistes, à l'exception peut-être de l'Angleterre. Mais, même pour ce pays, il ne faut pas oublier que si la classe des petits fermiers cultivateurs y est très peu nombreuse, en revanche, il y a un pourcentage extrêmement élevé d'ouvriers et d'employés qui mènent une existence petite-bourgeoise grâce à l'esclavage auquel sont pratiquement réduits des centaines de millions d'hommes des colonies « appartenant » à l'Angleterre.

Aussi, du point de vue du développement de la révolution prolétarienne mondiale, considéré comme un processus d'ensemble, la signification de l'époque que traverse la Russie est d'expérimenter et vérifier la politique menée par le prolétariat au pouvoir à l'égard de la masse petite-bourgeoise.

5. L'ALLIANCE MILITAIRE DU PROLÉTARIAT ET DE LA PAYSANNERIE DE LA R.S.F.S.R.

La période 1917-1921 est à la base des rapports justes entre le prolétariat et la paysannerie en Russie soviétique, époque à laquelle l'invasion des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, épaulés par toute la bourgeoisie mondiale et tous les partis de la démocratie petite-bourgeoise (socialistes-révolutionnaires et menchéviks) a créé, affermi et cristallisé l'alliance militaire du prolétariat et de la paysannerie pour défendre le pouvoir soviétique. La guerre civile est la forme la plus critique de la lutte de classe; or, plus cette lutte est critique, et plus vite disparaissent dans ses flammes toutes les illusions et tous les préjugés petits-bourgeois, plus la réalité montre avec évidence même aux couches paysannes les plus arriérées que seule la dictature du prolétariat peut les sauver; que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ne sont en fait que les serviteurs des grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

Mais si l'alliance militaire du prolétariat et de la paysannerie a été, et ne pouvait manquer d'être la première forme de leur solide alliance, elle n'aurait pu tenir même quelques semaines sans une certaine alliance économique de ces deux classes. Le paysan recevait de l'État ouvrier toute la terre, il était protégé contre le hobereau, contre le koulak; les ouvriers recevaient des paysans des produits agricoles à titre de prêt, en attendant que la grosse industrie soit relevée.

6. L'ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS ÉCONOMIQUES NORMAUX ENTRE LE PROLÉTARIAT ET LA PAYSANNERIE

L'alliance des petits paysans et du prolétariat ne pourra devenir absolument normale et stable du point de vue socialiste que le jour où les transports et la grande industrie, parfaitement rétablis, permettront au prolétariat de fournir aux paysans en échange des produits agricoles, tous les objets industriels dont ils ont besoin pour eux-mêmes et pour améliorer leurs exploitations. Etant donné la ruine immense du pays, il nous était absolument impossible d'y arriver d'un seul coup. Les réquisitions étaient la mesure la plus accessible à un État insuffisamment organisé, pour pouvoir tenir en livrant une guerre incroyablement dure contre les grands propriétaires fonciers. La mauvaise récolte et la disette de fourrages de 1920 ont particulièrement aggravé la misère déjà si dure des paysans, et rendu absolument nécessaire le passage immédiat à l'impôt en nature.

Un impôt en nature modéré permet tout de suite d'améliorer sensiblement la situation des paysans qui, d'autre part, ont intérêt à augmenter les emblavures et à améliorer la culture.

L'impôt en nature marque le passage des réquisitions de tous les excédents de blé du paysan, à l'échange socialiste normal des produits entre l'industrie et l'agriculture,

7. À QUELLES CONDITIONS ET POURQUOI LE POUVOIR DES SOVIETS ADMET LE CAPITALISME ET LE SYSTÈME DES CONCESSIONS

Bien entendu, l'impôt en nature assure au paysan la liberté de disposer des excédents restant après qu'il a acquitté l'impôt. Comme l'État n'est pas à même de fournir au paysan les produits de l'usine socialiste en échange de tous ces excédents, la liberté de vendre ces excédents équivaut nécessairement à la liberté de développer le capitalisme.

Cependant, dans les limites indiquées, cela ne présente aucun danger pour le socialisme, tant que les transports et la grande industrie demeurent entre les mains du prolétariat. Au contraire, le développement du capitalisme, contrôlé et réglé par l'État prolétarien (c'est-à-dire du capitalisme « d'État » pris dans ce sens) est avantageux et indispensable (bien entendu dans une certaine mesure seulement) dans un pays de petits paysans, ruiné et arriéré à l'extrême, puisque ce développement est susceptible de hâter l'essor immédiat de l'agriculture paysanne. Cela est d'autant plus valable pour les concessions : sans procéder à aucune dénationalisation, l'État ouvrier cède à bail telles mines, tels secteurs forestiers, tels puits de pétrole, etc., aux capitalistes étrangers qui lui fourniront un supplément d'outillage et de machines permettant d'accélérer le rétablissement de la grande industrie soviétique.

En remettant aux concessionnaires une partie de ces précieuses ressources, l'État ouvrier paye sans nul doute tribut à la bourgeoisie mondiale; sans nullement chercher à estomper ce fait, nous devons bien comprendre que nous avons avantage à verser ce tribut, puisqu'il nous permettra de rétablir plus vite notre grande industrie et d'améliorer sensiblement la situation des ouvriers et des paysans.

8. LES SUCCÈS DE NOTRE POLITIQUE DU RAVITAILLEMENT

La politique du ravitaillement pratiquée par la Russie soviétique de 1917 à 1921 a été sans nul doute très rudimentaire et imparfaite; elle a donné lieu à maints abus. Bien des erreurs ont été commises dans son application. Mais à l'époque elle était somme toute la seule possible. Elle a rempli sa mission historique : elle a sauvé la dictature du prolétariat dans un pays ruiné et arriéré. Il est indiscutable qu'elle s'est peu à peu perfectionnée. Pendant notre première année de plein pouvoir (I.VIII.1918-I.VIII.1919), l'État a collecté 110 millions de pouds de blé; dans la seconde, 220; dans la troisième, plus de 285 millions.

Aujourd'hui, forts de l'expérience acquise, nous nous proposons d'obtenir et comptons collecter 400 millions de pouds (l'impôt en nature étant de 240 millions de pouds). Seule la possession effective de stocks suffisants permettra à l'État ouvrier de se tenir fermement sur ses jambes, économiquement parlant, d'assurer le relèvement, lent mais incessant, de la grosse industrie, et de mettre sur pied un système financier adéquat.

9. LA BASE MATÉRIELLE DU SOCIALISME ET LE PLAN D'ÉLECTRIFICATION DE LA RUSSIE

La base matérielle du socialisme ne peut être que la grande industrie mécanique, capable de réorganiser l'agriculture, elle aussi. Mais on ne saurait se borner à ce principe général. Il doit être concrétisé. La grande industrie au niveau de la technique moderne et capable de réorganiser l'agriculture, c'est l'électrification de tout le pays. Nous devons mettre au point scientifiquement le plan d'électrification de la R.S.F.S.R.; nous l'avons fait. Ces travaux, auxquels ont pris part plus de 200 savants, ingénieurs et agronomes parmi les meilleurs de Russie, sont terminés et exposés dans un ouvrage volumineux et approuvés, dans leurs grandes lignes, par le VIII^e Congrès des Soviets de Russie, en décembre 1920. A l'heure actuelle, la convocation d'un Congrès national des électriciens a été décidée; il se réunira en août 1921 et examinera de près cet ouvrage, qui sera alors définitivement approuvé par l'État. Les travaux de la première tranche sont échelonnés sur dix ans; ils nécessiteront près de 370 millions de journées de travail.

En 1918, nous avons construit 8 centrales électriques (4 757 kW); en 1919, ce chiffre s'est élevé à 36 (1 648 kW) et, en 1920, à 100 (8 699 kW).

Si modeste que soit ce début pour notre immense pays, le travail n'en est pas moins amorcé, il a pris son départ et avance de mieux en mieux. Après la guerre impérialiste, maintenant qu'un million de prisonniers ont connu la technique moderne en Allemagne, après l'expérience de trois années de guerre civile, dure, mais tonifiante, le paysan russe n'est plus ce qu'il était autrefois. Chaque mois qui passe lui montre avec toujours plus de netteté et d'évidence que seule la direction du prolétariat peut affranchir de l'esclavage capitaliste la masse des petits cultivateurs et les amener au socialisme.

10. LE RÔLE DE LA « DÉMOCRATIE PURE » DE LA II^e INTERNATIONALE ET DE L'INTERNATIONALE II 1/2, DES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES ET DES MENCHEVIKS, ALLIES DU CAPITAL

Loin de marquer la cessation de la lutte de classe, la dictature du prolétariat en est la continuation sous une forme nouvelle et par des moyens nouveaux. Cette dictature est nécessaire aussi longtemps que les classes sociales subsistent, aussi longtemps que la bourgeoisie renversée dans un seul pays décuple ses attaques contre le socialisme à l'échelle internationale. La classe des petits cultivateurs est forcément sujette à de nombreuses oscillations pendant la période transitoire. Les difficultés de cet état de transition, l'influence de la bourgeoisie provoquent inévitablement, de temps à autre, des hésitations dans l'état d'esprit de cette masse. Le prolétariat, affaibli et jusqu'à un certain point déclassé par la destruction de sa base vitale, la grande industrie mécanique, est chargé d'une mission historique très difficile, en même temps que sublime : tenir bon en dépit de ces oscillations et mener à bien son œuvre d'affranchissement du travail du joug capitaliste.

Politiquement, les flottements de la petite bourgeoisie, se traduisent par la politique des partis démocratiques petits-bourgeois, c'est-à-dire des partis affiliés à la II^e Internationale et à l'Internationale II 1/2, tels que les partis « socialiste-révolutionnaire » et menchévique de Russie. Pratiquement, ces formations, qui possèdent maintenant à l'étranger leurs états-majors et leurs journaux, font bloc avec toute la contre-révolution bourgeoise et la servent fidèlement.

Les chefs avisés de la grande bourgeoisie russe avec en tête Milioukov, chef du parti des « cadets » (« constitutionnels-démocrates »), ont apprécié en termes parfaitement clairs, nets et précis, le rôle de la démocratie petite-bourgeoise, c'est-à-dire des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks. A l'occasion de l'émeute de Cronstadt, où l'on a vu les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires et les gardes blancs conjuguer leurs efforts, Milioukov s'est prononcé pour le mot d'ordre : « Les Soviets sans les bolchéviks. » En développant cette idée, il écrivait : « Honneur et place » aux socialistes-révolutionnaires et aux menchéviks (*Pravda*, n° 64, 1921, citation empruntée aux *Poslédnié Novosti*² de Paris), car c'est à eux qu'incombe la mission d'assurer le *premier déplacement* du pouvoir détenu par les bolchéviks. Milioukov, chef de la grande bourgeoisie, tient parfaitement compte des enseignements de toutes les révolutions, lesquelles ont montré que la démocratie petite-bourgeoise est incapable de garder le pouvoir, qu'elle n'a jamais servi qu'à masquer la dictature de la bourgeoisie, qu'elle n'a jamais été qu'un échelon conduisant au pouvoir absolu de la bourgeoisie.

La révolution prolétarienne en Russie confirme une fois de plus l'expérience de 1789-1794 et de 1848-1849; elle confirme les paroles de Fr. Engels qui, dans une lettre à Bebel, écrivait le 11 décembre 1884.

« ... La démocratie pure acquerra au moment de la révolution, pour un bref délai, une importance temporaire... comme dernière ancre de salut de toute l'économie bourgeoise, et même féodale. C'est ainsi qu'en 1848 toute la masse bureaucratique féodale a soutenu, de mars à septembre, les libéraux, afin de tenir dans l'obéissance les masses révolutionnaires... En tout cas, pendant la crise et au lendemain de celle-ci, notre unique adversaire sera toute la masse réactionnaire groupée autour de la démocratie pure; et c'est ce que l'on ne doit, à mon avis, négliger en aucun cas » (publié en russe dans le journal Kommounistitchski Troud³, 1921, n° 360 du 9 juin 1921, article du camarade V. Adoratski : « Marx et Engels à propos de la démocratie ». En allemand, dans le livre de Friedrich Engels : Testament politique, Berlin 1920, n° 12. (Bibliothèque Internationale de la jeunesse, page 19.)

Moscou, au Kremlin, 13 juin 1921.

N. Lénine

DISCOURS SUR LA QUESTION ITALIENNE

28 juin 1921

² *Poslédnié Novosti* : quotidien de l'émigration blanche publié à Paris d'avril 1920 à juillet 1940. Son rédacteur en chef était le dirigeant cadet Milioukov.

³ *Kommounistitchski Troud* : quotidien, organe du Comité de Moscou du P.C. (b)R. et du Soviet. Parût à partir du 18 mars 1920.

Camarades, je voudrais répondre principalement au camarade Lazzari. Il a dit : « Citez-nous des faits concrets et non des paroles. » Parfait. Mais, si nous suivons l'évolution de la tendance réformiste et opportuniste en Italie, que sera-ce donc, des paroles ou des faits ? Dans vos discours et dans toute votre politique, vous perdez de vue un fait de grande importance pour le mouvement socialiste italien : c'est que non seulement cette tendance mais aussi le groupe opportuniste et réformiste existent depuis longtemps. Je me rappelle fort bien encore l'époque où Bernstein a commencé sa propagande opportuniste qui s'est achevée par le social-patriotisme, la trahison et la faillite de la II^e Internationale. Depuis, nous connaissons Turati, non seulement de nom, mais aussi par sa propagande au sein du parti italien et du mouvement ouvrier italien, dont il a été le désorganisateur pendant les 20 années qui se sont écoulées. Le manque de temps ne me permet pas d'étudier à fond les documents concernant le parti italien, mais je considère que l'un des plus importants est le compte rendu de la conférence de Turati et de ses amis à Reggio-Emilia, publié dans un journal bourgeois italien, je ne me souviens plus si c'est la *Stampa* ou le *Corriere della Sera*. Je l'ai comparé à ce qu'avait publié *L'Avanti*⁴ ! N'est-ce point là une preuve suffisante ? Après le II^e Congrès de l'Internationale Communiste, au cours du débat avec Serrati et ses amis, nous leur avons exposé ouvertement et en termes précis quelle était selon nous la situation. Nous leur avons déclaré que le parti italien ne peut pas devenir communiste aussi longtemps qu'il tolère dans ses rangs des hommes comme Turati.

Qu'est-ce donc ? Des faits politiques ou encore des paroles seulement ? Et quand, après le II^e Congrès de l'Internationale Communiste, nous avons ouvertement déclaré au prolétariat italien : « Ne vous unissez pas aux réformistes, à Turati », et quand Serrati s'est mis à publier dans la presse italienne une série d'articles contre l'Internationale Communiste et qu'il a réuni une conférence spéciale des réformistes, ce sont des paroles ? C'était plus qu'une scission, c'était déjà la fondation d'un nouveau parti. Il fallait être aveugle pour ne pas le voir. Ce document a une importance décisive dans cette question. Tous ceux qui ont participé à la conférence de Reggio-Emilia⁵ doivent être exclus du parti : ce sont des menchéviks, non des menchéviks russes, mais des menchéviks italiens. Lazzari a dit : « Nous connaissons la psychologie du peuple italien. » Pour ma part, je n'oserais pas en dire autant du peuple russe, mais peu importe. « Les socialistes italiens comprennent bien l'esprit du peuple italien », a dit Lazzari. C'est possible, je ne discute pas. Mais le menchévisme italien, à en juger par les données concrètes et cette répugnance obstinée à l'extirper, leur est inconnu. Nous sommes obligés de dire : il faut, si affligeant que ce soit, confirmer la résolution de notre Comité exécutif. L'Internationale Communiste ne peut pas admettre un parti qui tolère dans ses rangs des opportunistes et des réformistes comme Turati.

« Pourquoi changer le nom du parti ? - demande le camarade Lazzari - N'est-il pas pleinement satisfaisant ? » Nous ne pouvons pas partager ce point de vue. Nous connaissons l'histoire de la II^e Internationale, sa chute et sa faillite. Ne connaissons-nous pas l'histoire du parti allemand ? Ne savons-nous pas que le grand malheur du mouvement ouvrier en Allemagne est de n'avoir pas opéré la rupture dès avant la guerre ? Cela a coûté la vie à 20 000 ouvriers, livrés au gouvernement allemand par les scheidemannistes et les centristes, à cause de leur polémique et de leurs plaintes contre les communistes allemands.

Et n'observons-nous pas, à présent, le même tableau en Italie ? Le parti italien n'a jamais été véritablement révolutionnaire. Son grand malheur est de n'avoir pas rompu avec les menchéviks et les réformistes dès avant la guerre, d'avoir gardé ces derniers dans le parti. Le camarade Lazzari dit : « Nous admettons entièrement la nécessité d'une rupture avec les réformistes; la seule divergence est que nous n'estimons pas nécessaire de l'opérer au congrès de Livourne⁶. » Mais les faits disent autre chose. Ce n'est pas la première fois que nous débattons la question du réformisme italien. L'année dernière, dans une discussion à ce sujet avec Serrati, nous lui avons demandé : « Excusez-nous, mais pourquoi la scission du parti italien ne peut-elle être opérée dès maintenant, pourquoi doit-elle être ajournée ? » Que nous a donc répondu Serrati ? Rien. Et, citant un article de Frossard qui dit qu'« il faut être souple et sage », le camarade Lazzari y voit sans doute un argument en sa faveur et contre nous. Je pense qu'il se trompe. Au contraire, c'est un excellent argument en notre faveur et contre le camarade Lazzari. Quand il sera obligé d'expliquer aux ouvriers italiens son comportement et son départ, que diront ces derniers ? S'ils reconnaissent que notre tactique est souple et sage comparée aux zigzags de la prétendue gauche communiste (cette gauche qui n'est même pas toujours simplement communiste et rappelle bien souvent l'anarchisme), que leur répondrez-vous ?

Que signifient tous les racontars de Serrati et de son parti, prétendant que tout ce que veulent les Russes, c'est qu'on les imite ? Nous demandons exactement l'inverse. Il ne suffit pas de connaître par cœur les résolutions communistes et d'utiliser à tout bout de champ des tournures révolutionnaires. Cela ne suffit pas, et nous sommes d'avance contre les communistes qui connaissent par cœur telle ou telle résolution. La première condition du véritable communisme, c'est de rompre avec l'opportunisme. Les communistes qui y souscrivent, nous leur parlerons tout à fait librement et ouvertement, et nous leur dirons à bon droit et avec courage : « Ne faites pas de sottises; montrez-vous sages et souples. » Mais nous ne parlerons ainsi qu'avec les communistes qui ont rompu avec les opportunistes, ce qu'on ne peut pas encore dire de vous. Aussi, je le répète, j'espère que le Congrès ratifiera la résolution du Comité exécutif. Le camarade Lazzari a dit : « Nous sommes dans une période préparatoire. » C'est la pure vérité. Vous êtes dans une période préparatoire. La première étape de cette période, c'est la rupture avec les menchéviks, semblable à celle que nous avons nous-mêmes opérée en 1903 avec les nôtres. Le parti allemand n'a pas rompu avec les menchéviks, et toute la classe ouvrière allemande en a pâti au cours de la longue et exténuante période d'après-guerre de l'histoire de la révolution allemande.

Le camarade Lazzari dit que le parti italien en est à la période préparatoire. Je l'admets entièrement. Et la première étape, c'est une rupture sérieuse, définitive, sans ambiguïté et résolue avec le réformisme. Alors, la masse deviendra tout entière favorable au communisme. La deuxième étape ne consistera nullement à répéter les mots d'ordre révolutionnaires. Elle consistera à adopter nos décisions sages et souples, qui seront toujours telles, et qui répéteront toujours : les principes révolutionnaires fondamentaux doivent s'adapter aux particularités des différents pays.

En Italie, la révolution se déroulera autrement qu'en Russie. Elle commencera d'une autre façon. Comment au juste ? Ni vous ni nous ne le savons. Les communistes italiens ne sont pas toujours suffisamment des communistes. Quand on occupait les fabriques, en Italie, un seul communiste au moins s'est-il révélé ? Non, le communisme n'existait pas encore en Italie; on peut parler d'un certain anarchisme, mais en aucune façon du communisme marxiste. Il est encore à créer, à inculquer aux masses ouvrières par l'expérience de la lutte révolutionnaire. Et le premier pas sur ce chemin, c'est une rupture définitive avec les

⁴ *L'Avanti* ! était le quotidien du P.S.I.

⁵ Les 10 et 11 octobre 1920 s'était tenue à Reggio-Emilia la conférence des réformistes italiens.

⁶ Le congrès de Livourne du P.S.I. eût lieu en janvier 1921. Il sera l'occasion d'un débat acharné sur les 21 conditions d'adhésion à l'I.C. qui ne seront acceptées que par une minorité qui quitte le parti pour fonder le P.C.I.

menchéviks, qui, pendant plus de 20 ans, ont collaboré et travaillé avec le gouvernement bourgeois. Il se peut fort bien que Modigliani, que j'ai eu un peu l'occasion d'observer aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal soit un politicien assez adroit pour ne pas entrer dans un gouvernement bourgeois et rester au centre du parti socialiste où il peut être bien plus utile à la bourgeoisie. Mais toute la position théorique, toute la propagande et toute l'agitation du groupe Turati et de ses amis constituent déjà une collaboration avec la bourgeoisie. Les nombreuses citations du discours de Gennari ne l'ont-elles pas prouvé ? Oui, c'est là le front unique que Turati a déjà préparé. C'est pourquoi je dois dire au camarade Lazzari : avec des discours comme le vôtre et comme celui qu'a tenu ici le camarade Serrati, on ne prépare pas la révolution, on la désorganise. (*Exclamations : « Bravo ! » Applaudissements.*)

A Livourne vous aviez une majorité considérable. Vous aviez 98 000 voix, contre 14 000 réformistes et 58 000 communistes. Pour le début d'un mouvement purement communiste dans un pays comme l'Italie, aux traditions bien connues et sans une préparation suffisante de la scission, ce chiffre est pour les communistes un grand succès.

C'est une grande victoire, une preuve palpable qui illustre le fait qu'en Italie le mouvement ouvrier se développera plus vite que le nôtre en Russie; en effet, si vous connaissez les chiffres relatifs à notre mouvement, vous savez qu'en février 1917, après la chute du tsarisme et sous la république bourgeoise, nous étions encore en minorité par rapport aux menchéviks. C'était ainsi après 15 années de lutte acharnée et de scissions. Notre aile droite ne s'est pas développée, et ce n'était pas aussi simple que vous le pensez quand vous parlez de la Russie sur un ton dédaigneux. C'est incontestable, en Italie l'évolution sera toute autre. Après 15 ans de lutte contre les menchéviks et après la chute du tsarisme, nous nous sommes mis à l'œuvre avec un nombre de partisans bien inférieur. Vous avez 58 000 ouvriers de tendance communiste, contre 98 000 centristes unifiés dont la position est indéterminée. C'est une preuve, c'est un fait qui doit nécessairement convaincre tous ceux qui refusent de fermer les yeux devant le mouvement de masse des ouvriers italiens. Tout ne vient pas d'un coup, Mais cela constitue déjà la preuve que les masses ouvrières sont avec nous; non pas les vieux chefs, ni les bureaucrates, ni les professeurs, ni les journalistes, mais la classe vraiment exploitée, l'avant-garde des exploités. Et cela montre la grave erreur que vous avez commise à Livourne. C'est un fait. Vous disposiez de 98 000 voix, mais vous avez préféré vous allier aux 14 000 réformistes contre les 58 000 communistes. Même si ces communistes n'étaient pas de vrais communistes, même s'ils étaient seulement des partisans de Bordiga (ce qui est faux, car Bordiga a très loyalement déclaré après le II^e Congrès qu'il renonçait à tout anarchisme et à tout antiparlementarisme), vous deviez vous allier à eux. Qu'avez vous fait ? Vous avez préféré l'union avec les 14 000 réformistes et la rupture avec les 58 000 communistes, et c'est la meilleure preuve que la politique de Serrati a été un malheur pour l'Italie. Nous n'avons jamais voulu que Serrati imite en Italie la révolution russe. Ce serait stupide. Nous avons suffisamment de sagesse et de souplesse pour éviter cette stupidité. Mais Serrati a démontré que sa politique en Italie était erronée. Peut-être devait-il louvoyer. C'est l'expression qu'il a répétée le plus souvent ici, il y a un an. Il disait : « Nous savons louvoyer, nous ne voulons pas d'imitation servile. Ce serait de l'idiotie. Nous devons louvoyer pour arriver à nous séparer de l'opportunisme. Vous autres, Russes, vous ne savez pas le faire. Nous, les Italiens, nous sommes plus capables sous ce rapport. Nous verrons bien. » Et qu'avons-nous vu ? Serrati a magnifiquement louvoyé. Il a rompu avec les 58 000 communistes. Et maintenant, les camarades viennent ici et disent : « Si vous nous repoussez, les masses ne comprendront plus rien. » Non, camarades, vous vous trompez. C'est maintenant que les masses ouvrières d'Italie ne comprennent plus rien, et ce sera pour leur bien que nous leur dirons : « Choisissez, camarades, choisissez, ouvriers italiens, entre l'Internationale Communiste qui ne demandera jamais que vous imitiez servilement les Russes, et les menchéviks que nous connaissons depuis 20 ans et que nous ne tolérerons jamais comme voisins dans l'Internationale Communiste vraiment révolutionnaire. » Voilà ce que nous dirons aux ouvriers italiens. Le résultat ne fait pas de doute. Les masses ouvrières nous suivront. (*Vive approbation.*)

DISCOURS EN FAVEUR DE LA TACTIQUE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

1^{er} Juillet 1922

Camarades, à mon grand regret, je dois me cantonner dans la légitime défense. (*Rires.*) Je dis « à mon grand regret », car après avoir pris connaissance du discours du camarade Terracini et des amendements présentés par les trois délégations, je voudrais bien passer à l'offensive; en effet, contre les points de vue défendus par Terracini et ces trois délégations, il faut à proprement parler d'une action offensive. Si le congrès ne mène pas une offensive énergique contre ces erreurs, contre ces sottises « gauchistes », tout le mouvement est condamné. Telle est ma conviction profonde. Mais nous sommes des marxistes organisés et disciplinés. Nous ne pouvons pas nous contenter de discours contre certains camarades. De ces phrases de gauche, nous autres Russes, nous en avons assez jusqu'à l'écœurement. Nous sommes partisans de l'organisation. En dressant nos plans, nous devons avancer coude à coude et tenter de trouver la ligne juste. Certes, ce n'est un secret pour personne que nos thèses sont un compromis. Pourquoi ne le seraient-elles pas ? Entre communistes, qui en sont déjà à leur troisième congrès et qui ont mis au point certains principes fondamentaux, les compromis s'imposent sous certaines conditions. Nos thèses, proposées par la délégation russe, ont été étudiées et préparées de la façon la plus minutieuse; elles sont le résultat de longues réflexions et de conférences avec les diverses délégations. Elles ont pour but de fixer la ligne directrice de l'Internationale communiste et sont particulièrement nécessaires maintenant que nous avons exclu du parti les véritables centristes, jugeant insuffisant de les condamner pour la forme. Tels sont les faits. Je dois me faire le défenseur de ces thèses. Et quand Terracini vient dire à présent que nous devons poursuivre la lutte contre les centristes, et qu'il décrit ensuite comment on s'apprête à la mener, j'affirme que, si ces amendements doivent représenter une certaine tendance, il faut lutter de manière implacable contre cette tendance, sinon il n'y a pas de communisme et pas d'Internationale Communiste. Je m'étonne que le Parti communiste ouvrier d'Allemagne n'ait pas souscrit à ces amendements. (*Rires.*) Ecoutez donc ce que défend Terracini et ce que disent ces amendements. Ils commencent de la sorte : « A la page 1, 1^{re} colonne, ligne 19, il convient de biffer : « La majorité... » La majorité ! Mais c'est terriblement dangereux ! (*Rires.*) Ensuite : les mots « principes fondamentaux » doivent être remplacés par « buts ». Les principes fondamentaux et les buts sont deux choses différentes, car pour les buts même les anarchistes seront d'accord avec nous, puisqu'ils sont pour la suppression de l'exploitation et des différences de classes.

J'ai rencontré et parlé dans ma vie avec assez peu d'anarchistes; malgré tout, j'en ai vu suffisamment. J'ai parfois réussi à m'entendre avec eux à propos des buts, mais jamais sur le plan des principes. Les principes, ce ne sont ni le but, ni le programme, ni la tactique, ni la théorie. La tactique et la théorie, ce ne sont pas les principes. Qu'est-ce qui nous distingue des anarchistes quant aux principes ? Les principes du communisme consistent dans l'institution de la dictature du prolétariat, dans l'emploi par l'État des méthodes de coercition en période de transition. Tels sont les principes du communisme, mais non son but. Et les camarades qui ont fait cette proposition ont commis une erreur.

Ensuite, on nous dit : « Il faut biffer le mot « majorité ». Lisez tout le passage :

« Le III^e Congrès de l'Internationale communiste entreprend de réviser les questions de tactique dans des conditions où, dans nombre de pays, la situation objective s'est tendue dans le sens révolutionnaire, et où s'est organisée toute une série de partis communistes de masse, lesquels, pourtant, n'ont pris nulle part entre leurs mains la direction réelle de la majorité de la classe ouvrière dans leur lutte révolutionnaire effective. »

Et voilà qu'on veut biffer le mot « majorité ». Si nous ne pouvons pas nous entendre sur des choses aussi simples, je ne comprends pas comment nous pouvons travailler ensemble et conduire le prolétariat à la victoire. Il ne faut pas s'étonner alors si nous ne pouvons pas non plus parvenir à un accord sur la question des principes. Indiquez-moi un parti qui ait déjà conquis la majorité de la classe ouvrière. Terracini n'a même pas eu l'idée de citer un exemple quelconque. Il n'en existe d'ailleurs pas.

Ainsi, remplacer le mot « principes » par « buts » et biffer le mot « majorité ». Merci beaucoup ! Nous n'y consentirons pas. Même le parti allemand qui est l'un des meilleurs, même lui, n'est pas suivi par la majorité de la classe ouvrière. C'est un fait. Alors que nous allons vers les luttes les plus dures, nous ne craignons pas de dire cette vérité; mais il y a ici trois délégations qui désirent commencer par une contre-vérité, parce que si le congrès biffe le mot « majorité », il montrera par là qu'il veut la contre-vérité. C'est absolument évident.

Ensuite vient l'amendement suivant : « Page 4, 1^{re} colonne, ligne 10, « il convient de biffer » les mots « La lettre ouverte », etc. J'ai déjà entendu aujourd'hui un discours où j'ai retrouvé la même idée. Mais là c'était parfaitement naturel. Il s'agit du discours du camarade Hempel, membre du Parti communiste ouvrier d'Allemagne. Il a dit : « La lettre ouverte » était un acte d'opportunisme. A mon profond regret et à ma grande honte, j'ai déjà entendu exprimer de semblables opinions en privé. Mais que la « Lettre ouverte » soit qualifiée d'opportuniste devant le congrès, après d'aussi longs débats, quelle honte, quelle infamie ! Et voici le camarade Terracini qui vient, au nom de trois délégations, demander que l'on biffe les mots « Lettre ouverte ». A quoi sert donc la lutte contre le Parti communiste ouvrier d'Allemagne ? La « Lettre ouverte » est une initiative politique exemplaire. C'est ce que disent nos thèses. Et nous devons absolument le soutenir. C'est exemplaire, car c'est le premier acte d'une méthode pratique visant à attirer la majorité de la classe ouvrière. Qui ne comprend pas qu'en Europe, où presque tous les prolétaires sont organisés, nous devons conquérir la majorité de la classe ouvrière, celui-là est perdu pour le mouvement communiste, n'apprendra jamais rien, s'il ne l'a pas encore appris en trois ans de grande révolution.

Terracini dit que nous avons triomphé en Russie bien que le parti fût très petit. Il est mécontent de ce que les thèses indiquent à propos de la Tchécoslovaquie. Il y a 27 amendements, et si l'idée me venait de les critiquer, il me faudrait, à l'instar de certains orateurs, parler pendant au moins trois heures... On a déclaré ici qu'en Tchécoslovaquie le Parti communiste compte 300 à 400 000 membres, qu'il faut attirer la majorité, créer une force invincible et continuer à attirer de nouvelles masses ouvrières. Terracini est déjà prêt à l'offensive. Il dit : s'il y a déjà 400 000 ouvriers dans le parti, pourquoi nous en faut-il davantage ? Biffons cela ! (*Rires.*) Il a peur du mot « masse » et veut le faire disparaître. Le camarade Terracini n'a pas compris grand-chose à la révolution russe.

En Russie, nous étions un petit parti, mais nous avions en plus avec nous la majorité des Soviets des députés ouvriers et paysans de tout le pays (*exclamation* : « *C'est juste !* »). Et vous ? Nous avions près de la moitié de l'armée qui comptait alors, au bas mot, 10 millions d'hommes.

Auriez-vous la majorité de l'armée ? Indiquez-moi donc un tel pays ! Si trois autres délégations partagent l'opinion du camarade Terracini, c'est que quelque chose ne va pas dans l'Internationale ! Alors nous devons dire. « Halte-là ! Luttons énergiquement ! Sinon l'Internationale Communiste est perdue. »

Me fondant sur mon expérience, je dois dire, bien que j'occupe une position défensive (*Rires*), que mon discours a pour but et pour principe la défense de la résolution et des thèses proposées par notre délégation. Certes, il serait pédant d'affirmer qu'on ne saurait y changer la moindre lettre. J'ai eu l'occasion de lire bon nombre de résolutions, et je sais bien qu'on pourrait y apporter d'excellents amendements à chaque ligne. Mais cela serait pédant. Et si maintenant je déclare tout de même que, politiquement parlant, pas une seule lettre ne peut être changée, c'est parce que les amendements ont, à ce que je vois, un caractère politique parfaitement déterminé, parce qu'ils conduisent dans une voie nuisible et dangereuse pour l'Internationale communiste. C'est pourquoi moi-même, nous tous, la délégation russe, nous devons insister pour qu'il ne soit pas changé une seule lettre aux thèses. Nous n'avons pas seulement condamné nos hommes de droite, nous les avons chassés. Mais si, comme Terracini, on fait un sport de la lutte contre les hommes de droite, nous devons dire : « Assez ! Sinon le danger sera trop grave ! »

Terracini a défendu la théorie de la lutte offensive. Les fameux amendements proposent à ce sujet une formule de deux à trois pages. Nous n'avons pas besoin de les lire. Nous savons ce qu'elles contiennent. Terracini a dit tout à fait clairement de quoi il retourne. Il a défendu la théorie de l'offensive, en mentionnant les « tendances dynamiques » et le « passage de la passivité à l'action ». Nous autres, en Russie, nous possédons une expérience politique suffisante de la lutte contre les centrismes. Il y a 15 ans, nous menions la lutte contre nos opportunistes et nos centrismes, ainsi que contre les menchéviks, et nous avons vaincu non seulement les menchéviks, mais aussi les semi-anarchistes.

Sans cela nous n'aurions pas été en état de garder le pouvoir, je ne dis même pas trois ans et demi, mais trois semaines et demie, et nous n'aurions pas pu réunir ici des congrès communistes. « Tendances dynamiques », « passage de la passivité à l'action » : tout ça, ce sont les phrases que les socialistes-révolutionnaires de gauche lançaient contre nous. A présent, ils sont en prison où ils défendent les « buts du communisme » et méditent sur le « passage de la passivité à l'action ». (*Rires*.) Il n'est pas possible d'argumenter comme on le fait dans les amendements proposés, parce qu'ils sont dénués de marxisme, d'expérience politique et d'argumentation. Aurions-nous développé dans nos thèses une théorie générale de l'offensive révolutionnaire ? Radek ou quelqu'un d'autre parmi nous aurait-il commis une telle sottise ? Nous avons parlé de la théorie de l'offensive pour un pays bien déterminé à une période bien déterminée.

Nous pouvons prendre dans notre lutte contre les menchéviks des exemples montrant que, dès avant la première révolution russe, il s'en trouvait certains pour douter que le parti révolutionnaire doive mener l'offensive. Si de tels doutes venaient à un social-démocrate quelconque (c'était à l'époque notre nom à tous), nous engagions la lutte contre lui et nous disions que c'était un opportuniste, qu'il ne comprenait rien au marxisme ni à la dialectique du parti révolutionnaire. Un parti peut-il discuter pour savoir si l'offensive révolutionnaire est admissible de façon générale ? Pour trouver de tels exemples chez nous, il faudrait revenir quinze ans en arrière. S'il y a des centrismes ou des centrismes camouflés qui contestent la théorie de l'offensive, il faut les exclure sur-le-champ. Cette question ne peut pas susciter de débats. Mais maintenant que l'Internationale communiste a trois ans, nous discuterions des « tendances dynamiques » et du « passage de la passivité à l'action » ! Quelle infamie, quelle honte !

Nous ne sommes pas en litige à ce sujet avec le camarade Radek qui a mis au point ces thèses avec nous. Peut-être n'était-il pas tout à fait juste d'entamer en Allemagne des débats sur la théorie de l'offensive révolutionnaire, alors que l'offensive réelle n'avait pas été préparée. Les combats de mars sont quand même un grand pas en avant, malgré les erreurs des dirigeants. Mais cela ne veut rien dire. Des centaines de milliers d'ouvriers ont combattu héroïquement. Malgré la lutte vaillante du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne contre la bourgeoisie, nous devons dire la même chose que le camarade Radek dans un article russe à propos de Holz. Si quelqu'un, fût-il un anarchiste, lutte héroïquement contre la bourgeoisie, c'est évidemment une grande chose, mais si des centaines de milliers de personnes luttent contre une abjecte provocation des social-traitres et la bourgeoisie, c'est un véritable pas en avant.

Il est très important de considérer d'un œil critique ses propres erreurs. C'est par là que nous avons commencé. Si après une lutte à laquelle des centaines de milliers de personnes ont participé, quelqu'un prend position contre cette lutte et agit comme Lévi, il faut l'exclure. C'est ce qui a été fait. Mais nous devons en tirer une leçon : avions-nous préparé l'offensive ? (*Radek* : « *Nous n'avons même pas préparé la défense.* ») En effet, il n'avait été question de l'offensive que dans la presse. Cette théorie, appliquée à l'action déclenchée au mois de mars 1921 en Allemagne, était fautive, nous devons en convenir ; mais de façon générale, la théorie de l'offensive révolutionnaire n'est nullement erronée.

Si nous avons gagné en Russie, avec au surplus une telle facilité, c'est parce que nous avons préparé notre révolution pendant la guerre impérialiste. C'est la première condition. Dix millions de nos ouvriers et paysans étaient armés, et notre mot d'ordre était : paix immédiate, coûte que coûte. Nous avons gagné parce que les masses paysannes les plus larges étaient pour la révolution, contre les grands propriétaires fonciers. Les socialistes-révolutionnaires, partisans des Internationales II et II 1/2, formaient en novembre 1917 un grand parti paysan. Ils exigeaient des mesures révolutionnaires mais, en dignes hérauts des Internationales II et II 1/2, ils n'avaient pas assez de courage pour agir de façon révolutionnaire. En août et septembre 1917, nous disions : « En théorie, nous combattons les socialistes-révolutionnaires, comme précédemment, mais sur le plan pratique nous sommes prêts à adopter leur programme, parce que nous sommes les seuls à pouvoir le réaliser. » Et ce que nous disions, nous l'avons fait. Après notre victoire, la paysannerie, dressée contre nous en novembre 1917, et qui avait envoyé une majorité de socialistes-révolutionnaires à l'Assemblée constituante, nous l'avons conquise, sinon en l'espace de quelques jours, comme je le présumais et le prédisais à tort, du moins en l'espace de quelques semaines. La différence était peu sensible. Indiquez-moi en Europe un pays où vous pourriez attirer à vos côtés la majorité de la paysannerie en l'espace de quelques semaines ? L'Italie peut-être ? (*Rires*.) Si l'on dit que nous avons triomphé en Russie bien que nous eussions un petit parti, on ne fait que démontrer qu'on n'a pas compris la révolution russe et qu'on ne comprend absolument pas comment il faut préparer une révolution.

Notre premier acte a été la fondation d'un véritable parti communiste afin de savoir à qui nous avons affaire et en qui nous pouvons avoir une entière confiance. Le mot d'ordre des I^{er} et II^e Congrès a été : « A bas les centrismes ! »

Si nous ne nous débarrassons pas sur toute la ligne et dans le monde entier des centrismes et des semi-centrismes, que nous appelons menchéviks en Russie, c'est que même l'a b c du communisme nous est inaccessible. Notre première tâche, c'est de fonder un véritable parti révolutionnaire, de rompre avec les menchéviks. Mais ce n'est là que l'école préparatoire. Nous en

sommes déjà au III^e Congrès, et le camarade Terracini continue à répéter que la tâche de l'école préparatoire est de pourchasser et démasquer les centristes et les semi-centristes. Merci beaucoup ! Nous nous sommes assez livrés à cette occupation. Nous avons déjà annoncé au II^e Congrès que les centristes sont nos ennemis. Mais il faut tout de même avancer. La seconde étape consistera pour nous, une fois organisée en parti, à apprendre à préparer la révolution. Dans de nombreux pays, nous n'avons même pas appris à conquérir la direction. Nous avons triomphé en Russie non seulement parce que nous avions la majorité incontestable de la classe ouvrière (aux élections de 1917, l'écrasante majorité des ouvriers était avec nous contre les menchéviks), mais aussi parce que la moitié de l'armée, immédiatement après notre prise du pouvoir, et les 9/10 de la masse paysanne, sont passés à nos côtés en l'espace de quelques semaines; nous avons triomphé parce que nous n'avions pas adopté notre programme agraire, mais celui des socialistes-révolutionnaires, et que nous l'avons mis en pratique. Notre victoire est venue précisément de ce que nous avons appliqué le programme des socialistes-révolutionnaires; voilà pourquoi elle a été tellement facile. Vous autres, en Occident, vous pourriez donc avoir de telles illusions ? C'est ridicule ! Comparez donc les conditions économiques concrètes, camarade Terracini, et vous tous qui avez signé la proposition d'amendements ! Bien que la majorité se fût rangée si rapidement de notre côté, les difficultés qui nous ont assaillis après la victoire étaient très grandes. Nous avons quand même fait notre chemin, parce que nous n'avons pas oublié, non seulement nos buts, mais aussi nos principes, et que nous n'avons pas toléré dans notre parti les gens qui, se taisaient sur les principes et parlaient des buts, des « tendances dynamiques » et du « passage de la passivité à l'action ». Peut-être nous accusera-t-on de préférer garder ces messieurs en prison. Mais la dictature est impossible autrement. Nous devons préparer la dictature, et cela consiste à lutter contre ce genre de phrases et ce genre d'amendements. (*Rires.*) Il est partout question de la masse dans nos thèses. Mais, camarades, il faut tout de même comprendre ce que c'est que la masse. Le Parti communiste ouvrier d'Allemagne, les camarades de gauche abusent un peu trop de ce mot. Mais le camarade Terracini et tous ceux qui ont souscrit à ces amendements ne savent pas non plus ce qu'il faut entendre par ce mot.

Voilà trop longtemps que j'ai la parole; aussi voudrais-je me borner à quelques mots sur la notion de « masse ». La notion de « masse » est variable, elle varie en fonction du caractère de la lutte. Au commencement de la lutte, il suffisait de quelques milliers de véritables ouvriers révolutionnaires pour que l'on pût parler de masse. Si le parti réussit à entraîner dans la lutte, non pas seulement ses membres, s'il réussit à galvaniser aussi les sans-parti, c'est déjà un début de conquête des masses. Pendant nos révolutions, il est arrivé que quelques milliers d'ouvriers représentent la masse. Dans l'histoire de notre mouvement, dans l'histoire de notre lutte contre les menchéviks, vous trouverez beaucoup de ces exemples, où il suffisait de quelques milliers d'ouvriers dans une ville pour que le mouvement ait un caractère de masse évident. Si quelques milliers d'ouvriers sans-parti, qui mènent habituellement une vie toute plate et traînent une existence misérable, qui n'ont jamais entendu parler de politique, se mettent à l'action révolutionnaire, vous avez devant vous la masse. Si le mouvement s'étend et se renforce, il se transforme progressivement en une véritable révolution. Nous l'avons vu en 1905 et en 1917, au cours de trois révolutions, et vous aurez également l'occasion de vous en convaincre. Lorsque la révolution est suffisamment préparée, la notion de « masse » devient différente : quelques milliers d'ouvriers ne forment plus la masse. Ce mot commence à prendre une autre signification. La notion de masse se modifie, en ce sens qu'on entend par là la majorité, et de surcroît non pas la simple majorité des ouvriers, mais la majorité de tous les exploités : une interprétation différente est inadmissible pour un révolutionnaire, tout autre sens de ce mot devient incompréhensible. Il se peut qu'un petit parti, par exemple le parti anglais ou américain, après avoir bien étudié le cours de l'évolution politique et s'être familiarisé avec la vie et les habitudes des masses sans-parti, suscite au moment propice un mouvement révolutionnaire (le camarade Radek, a signalé comme un bon exemple la grève des mineurs). Si un tel parti, à un tel moment, lance ses mots d'ordre et parvient à être suivi par des millions d'ouvriers, vous aurez là un mouvement de masse. Je ne repousse pas d'une façon absolue l'idée que la révolution puisse être entreprise même par un parti très petit et menée à la victoire. Mais il faut savoir par quelles méthodes attirer les masses de son côté. Il faut pour cela une préparation sérieuse de la révolution. Mais voilà des camarades qui viennent déclarer : renonçons immédiatement à exiger les « grandes » masses. Il faut engager la lutte contre ces camarades. Sans une préparation sérieuse, vous n'obtiendrez la victoire dans aucun pays. Il suffit d'un parti tout petit pour entraîner les masses. A certains moments, il n'est pas besoin de grandes organisations.

Mais pour la victoire, il faut avoir la sympathie des masses. La majorité absolue n'est pas toujours nécessaire; mais pour vaincre, pour garder le pouvoir, il faut non seulement la majorité de la classe ouvrière (j'emploie ici l'expression « classe ouvrière » dans le sens usité en Europe occidentale, c'est-à-dire dans le sens de prolétariat industriel), mais aussi la majorité des exploités et des travailleurs ruraux. Avez-vous réfléchi à cela ? Trouvons-nous dans le discours de Terracini ne serait-ce qu'une allusion à une pensée semblable ? Il n'y est question que de la « tendance dynamique » et du « passage de la passivité à l'action ». Aborde-t-il, fût-ce avec un seul mot, la question du ravitaillement ? Pourtant, les ouvriers ont besoin de se nourrir, bien qu'ils puissent aussi beaucoup supporter et jeûner, comme nous l'avons vu, jusqu'à un certain point, en Russie. C'est pourquoi nous devons attirer de notre côté, non seulement la majorité de la classe ouvrière, mais aussi la majorité de la population laborieuse et exploitée des campagnes. Avez-vous préparé cela ? Presque nulle part.

Ainsi, je le répète, je dois absolument défendre nos thèses, je m'y considère tenu. Nous n'avons pas seulement condamné les centristes, nous les avons chassés du parti. Maintenant, nous devons nous tourner d'un autre côté que nous jugeons également dangereux. Nous devons dire la vérité aux camarades, sous les formes les plus courtoises (et nos thèses le disent aimablement et poliment), de sorte que personne ne se sente offensé : nous devons maintenant faire face à d'autres problèmes plus importants que la chasse aux centristes. Foin de cette affaire-là, elle commence à nous lasser. Au lieu de cela, les camarades devraient apprendre à mener la vraie lutte révolutionnaire. Les ouvriers allemands s'y sont déjà mis. Des centaines de milliers de prolétaires se sont battus héroïquement dans ce pays. Quiconque prend position contre cette lutte doit être immédiatement exclu. Mais, après cela, il ne faut pas pérorer dans le vide; il faut commencer tout de suite à étudier, à profiter de l'expérience des erreurs commises, pour apprendre à mieux organiser la lutte. Nous ne devons pas dissimuler nos erreurs devant l'ennemi. Celui qui craint pareille chose n'est pas un révolutionnaire. Au contraire, si nous déclarons ouvertement aux ouvriers. « Oui, nous nous sommes trompés », cela veut dire que nos erreurs ne se reproduiront plus et que nous saurons mieux choisir le moment. Et si, au moment de la lutte même, nous avons à nos côtés la majorité des travailleurs (non seulement la majorité des ouvriers, mais la majorité de tous les exploités et de tous les opprimés), alors, véritablement, nous vaincrons. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

RAPPORT SUR LA TACTIQUE DU PARTI COMMUNISTE DE RUSSIE

5 JUILLET 1921

Camarades, pour parler franchement, il m'a été impossible de préparer convenablement ce rapport. Je n'ai pu préparer méthodiquement que la traduction de ma brochure sur l'impôt en nature et les thèses sur la tactique du Parti communiste de Russie. Je me bornerai à y ajouter quelques remarques et éclaircissements.

Pour motiver la tactique de notre parti, il est nécessaire, à mon avis, de commencer par l'examen de la situation internationale. Nous avons déjà discuté en détail de la situation économique du capitalisme à l'échelle mondiale, et le congrès a déjà adopté certaines résolutions à ce sujet. Dans mes thèses, je n'en parle que très brièvement et exclusivement du point de vue politique. Je n'aborde pas la base économique, mais je pense que, dans la situation internationale de notre république, il faut bien tenir compte du fait que, sur le plan politique, il s'est actuellement établi, à coup sûr, un certain équilibre des forces qui s'affrontaient ouvertement, les armes à la main, pour la suprématie de l'une ou l'autre classe dirigeante, un équilibre entre la société bourgeoise, la bourgeoisie internationale dans son ensemble, d'une part, et la Russie des Soviets, de l'autre. Mais, bien entendu, un équilibre dans un sens limité. C'est uniquement à l'égard de cette lutte armée que je constate un certain équilibre dans la situation internationale. Il faut, bien sûr, noter qu'il s'agit seulement d'un équilibre relatif, d'un équilibre fort instable. De nombreux matériaux inflammables se sont accumulés dans les Etats capitalistes, de même que dans les colonies et les semi-colonies qui n'étaient considérées jusqu'ici que comme des objets et non comme des sujets de l'histoire; aussi est-il fort possible que tôt ou tard, et de la manière la plus inattendue, des insurrections, de grandes batailles, des révolutions éclatent dans ces pays. Ces dernières années, nous avons vu la bourgeoisie internationale s'attaquer directement à la première république prolétarienne. Cette lutte a été au centre de la situation politique mondiale; et c'est sur ce terrain qu'un changement est intervenu maintenant. La tentative de la bourgeoisie internationale d'étrangler notre république ayant échoué, il s'est établi un équilibre - bien entendu, fort instable.

Certes, nous comprenons parfaitement que la bourgeoisie internationale est aujourd'hui beaucoup plus forte que notre république, et que seul un concours de circonstances particulières l'empêche de poursuivre la guerre. Ces dernières semaines déjà, nous avons pu observer en Extrême-Orient, une nouvelle tentative d'invasion; il est absolument certain que ces tentatives vont se multiplier. Sur ce point aucun doute ne subsiste dans notre parti. Ce qu'il importe de noter, c'est qu'il existe un équilibre instable et que nous devons profiter de cette trêve en tenant compte des particularités de la situation et en y adaptant notre tactique, sans oublier un instant que la nécessité d'une lutte armée peut à nouveau se présenter brusquement. L'organisation et le renforcement de l'Armée Rouge demeurent à l'ordre du jour. En ce qui concerne le ravitaillement, nous devons penser avant tout, comme par le passé, à notre Armée Rouge. Dans la situation internationale actuelle, où nous devons toujours nous attendre à de nouvelles agressions et à de nouvelles tentatives d'invasion de la bourgeoisie internationale, nous ne pouvons nous engager dans une autre voie. Et dans notre politique pratique, le fait qu'un équilibre relatif s'est instauré dans la situation internationale revêt une certaine importance, non seulement en ce sens que nous devons reconnaître que le mouvement révolutionnaire a sans doute progressé, mais aussi que le cours de la révolution internationale n'a pas emprunté cette année une voie aussi droite, comme nous l'escomptions.

Quand nous avons entrepris, à l'époque, la révolution internationale, nous n'avons pas agi avec l'idée que nous pouvions anticiper son développement, mais parce qu'un concours de circonstances nous a incités à commencer. Ou bien la révolution internationale nous viendra en aide, pensions-nous, et alors nos victoires seront absolument garanties, ou bien nous réaliserons notre modeste tâche révolutionnaire avec le sentiment que, en cas de défaite, nous aurons tout de même servi la cause de la révolution et que notre expérience profitera à d'autres révolutions. Nous comprenons fort bien que sans le soutien de la révolution internationale, la victoire de la révolution prolétarienne est impossible. Avant comme après la révolution, nous nous disions : ou bien la révolution éclatera dans les pays capitalistes plus évolués, immédiatement, sinon à brève échéance, ou bien nous devons périr. Malgré cette conviction, nous avons tout mis en œuvre pour sauvegarder le système soviétique, coûte que coûte, en toutes circonstances, car nous savions que nous ne travaillions pas seulement pour nous-mêmes, mais aussi pour la révolution internationale. Nous le savions; nous avons exprimé cette conviction maintes fois avant et immédiatement après la Révolution d'Octobre, ainsi qu'à la conclusion de la paix de Brest-Litovsk. Et c'était, en somme, une position juste.

En réalité, le mouvement n'a pas suivi une voie droite comme nous l'escomptions. Dans d'autres grands pays, les plus évolués au point de vue capitaliste, la révolution n'a pas encore éclaté. Il est vrai qu'elle se développe dans le monde entier, nous le constatons avec satisfaction, et c'est uniquement pour cette raison que la bourgeoisie internationale, bien que cent fois plus forte que nous au point de vue économique et militaire, est impuissante à nous étrangler. (*Applaudissements.*)

Au paragraphe 2 des thèses, j'analyse comment une telle situation a pu se créer et quelles conclusions nous devons en tirer. Je voudrais y ajouter que la conclusion définitive que j'en tire est la suivante : la révolution internationale que nous avons prédite va de l'avant. Mais ce mouvement ascendant n'a pas suivi une voie droite, comme nous l'escomptions. Il est évident au premier coup d'œil que dans les autres pays capitalistes, après la conclusion de la paix, si imparfaite fût-elle, il n'a pas été possible de déclencher la révolution, bien que les symptômes révolutionnaires, nous le savons bien, fussent nombreux et très importants, et même beaucoup plus nombreux et importants que nous ne le pensions. Les brochures qui commencent à paraître nous apprennent que ces dernières années et ces derniers mois, ces symptômes révolutionnaires ont été bien plus sérieux en Europe, que nous ne le soupçonnions. Que devons-nous donc faire à présent ? Il est indispensable de préparer activement la révolution et d'étudier de façon approfondie son développement concret dans les pays capitalistes avancés. Telle est la première leçon à tirer de la situation internationale. Pour notre république de Russie, nous devons exploiter cette courte trêve pour adapter notre tactique à cette voie historique sinueuse. Au point de vue politique, cet équilibre est très important, car nous voyons avec netteté que dans de nombreux pays d'Europe occidentale où les larges masses de la classe ouvrière, et très probablement l'énorme majorité de la population, sont organisées, la bourgeoisie s'appuie avant tout sur les organisations ouvrières hostiles, affiliées à la II^e Internationale ou à l'Internationale II 1/2. J'en parle au paragraphe 2 des thèses, et je pense qu'ici je dois me borner aux deux points qui ont déjà été traités dans nos débats sur la question de la tactique. Premier point : la conquête de la majorité du prolétariat. Plus le prolétariat est organisé dans un pays capitaliste avancé, et plus l'histoire nous demande de montrer du savoir-faire dans la préparation de la révolution, et aussi pour gagner la majorité de la classe ouvrière. Deuxième point : le principal appui du capitalisme dans les pays capitalistes à industrie évoluée, c'est justement la fraction de la classe ouvrière organisée dans

la II^e Internationale et dans l'Internationale II 1/2. Si la bourgeoisie internationale ne s'appuyait pas sur cette partie de la classe ouvrière, sur ces éléments contre-révolutionnaires au sein de la classe ouvrière, elle serait absolument incapable de se maintenir au pouvoir.

Je voudrais souligner également l'importance du mouvement dans les colonies. Sous ce rapport, nous constatons dans tous les anciens partis, dans tous les partis ouvriers bourgeois et petits-bourgeois de la II^e Internationale et de l'Internationale II 1/2 des vestiges des vieilles conceptions sentimentales; tous prétendent sympathiser avec les peuples opprimés des pays coloniaux et semi-coloniaux. On continue à considérer le mouvement dans les pays coloniaux comme un mouvement national insignifiant et parfaitement pacifique. Il n'en est rien. Dès le début du XX^e siècle, de profonds changements se sont produits, des millions et des centaines de millions d'hommes, en fait l'immense majorité de la population du globe, agissent à présent comme des facteurs, révolutionnaires actifs et indépendants. Il est bien évident que lors des batailles décisives imminentes de la révolution mondiale, le mouvement de la majorité de la population terrestre, orienté au départ vers la libération nationale, se tournera contre le capitalisme et l'impérialisme, et jouera peut-être un rôle révolutionnaire beaucoup plus important que nous ne le pensons. Il importe de souligner que les préparatifs de cette lutte ont été entamés pour la première fois par notre Internationale. Certes, dans ce vaste domaine, les difficultés sont beaucoup plus nombreuses; en tout cas, le mouvement progresse et les masses de travailleurs, les paysans des pays coloniaux, bien qu'arriérés pour le moment, joueront un rôle révolutionnaire éminent dans les phases ultérieures de la révolution mondiale. (*Vives approbations.*)

En ce qui concerne la situation politique intérieure de notre république, je dois commencer par l'examen minutieux des rapports de classe. Au cours de ces derniers mois, des changements sont intervenus; nous observons la formation de nouvelles organisations de la classe exploiteuse, dirigées contre nous. Le socialisme a pour tâche de supprimer les classes. Les grands propriétaires fonciers et les industriels capitalistes sont aux premiers rangs de la classe exploiteuse. Ici, l'œuvre de destruction est assez facile et peut être menée à bien en quelques mois, parfois en quelques semaines ou en quelques jours. En Russie, nous avons exproprié nos exploités, les gros propriétaires terriens, aussi bien que les capitalistes. Pendant la guerre, ils n'avaient pas d'organisations propres et ils étaient à la remorque des forces armées de la bourgeoisie mondiale. Maintenant que nous avons repoussé l'assaut de la contre-révolution internationale, la bourgeoisie russe et tous les partis contre-révolutionnaires russes se sont organisés à l'étranger. On peut évaluer à un million et demi ou deux millions le nombre des émigrés russes disséminés dans tous les pays étrangers. Dans presque chacun d'eux, ils éditent des quotidiens, et tous les partis des propriétaires fonciers et des petits bourgeois, sans exception les partis socialistes-révolutionnaires et menchéviks, ont de multiples liens avec les éléments bourgeois étrangers. C'est-à-dire qu'ils reçoivent assez d'argent pour avoir leur propre presse. On peut observer à l'étranger l'activité concertée de tous nos anciens partis politiques sans exception. Nous voyons que la presse russe « libre » de l'étranger, depuis les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks jusqu'aux monarchistes les plus réactionnaires, défend la grande propriété foncière. Cela facilite dans une certaine mesure notre tâche, puisque nous pouvons plus aisément considérer les forces de l'ennemi, son organisation et les tendances politiques de son camp. D'autre part, naturellement, cela entrave notre travail, parce que ces émigrés contre-révolutionnaires russes mettent en œuvre tous les moyens pour préparer la lutte contre nous. Cette lutte prouve une fois de plus que, dans l'ensemble, l'instinct de classe et la conscience de classe des oppresseurs sont encore supérieurs à la conscience de classe des opprimés, quoique la révolution russe ait fait à cet égard bien plus que toutes les révolutions antérieures. Il n'est pas en Russie un seul village où le peuple, où les opprimés n'aient pas été secoués. Néanmoins, si nous jugions avec sang-froid l'organisation et la netteté des conceptions politiques des émigrés contre-révolutionnaires russes de l'étranger, nous constaterions que la conscience de classe de la bourgeoisie est encore supérieure à celle des exploités et des opprimés. Ces gens-là mettent tout en œuvre et profitent habilement de la moindre occasion pour attaquer, sous une forme ou sous une autre, la Russie des Soviets et la démembrer. Il serait fort instructif de suivre de près méthodiquement, - je pense que les camarades étrangers le feront, - les principales tendances, les principaux procédés tactiques, les principaux courants de cette contre-révolution russe. Elle opère surtout à l'étranger, et les camarades étrangers n'auront guère de peine à observer de près le mouvement. A certains égards, nous devons nous mettre à l'école de cet ennemi. Ces émigrés contre-révolutionnaires sont très bien informés, merveilleusement organisés. Ce sont de bons stratèges, et je pense que la confrontation et l'étude méthodiques de la manière dont ils s'organisent et profitent de telle ou telle occasion, peuvent exercer une forte influence sur la classe ouvrière du point de vue de la propagande. Ce n'est pas une théorie générale, c'est une politique pratique qui montre bien ce que l'ennemi a pu apprendre. La bourgeoisie russe a essuyé ces dernières années une terrible défaite. Un vieil adage dit qu'une armée battue apprend beaucoup. L'armée réactionnaire battue a beaucoup appris, elle a fort bien appris. Elle s'instruit avec la plus grande avidité, et elle a vraiment réalisé d'importants succès. Quand nous avons pris le pouvoir d'un seul élan, la bourgeoisie russe n'était ni organisée ni développée politiquement. Je pense qu'à présent elle a atteint le niveau de développement actuel des pays occidentaux modernes. Nous devons en tenir compte, améliorer nos propres organisations et méthodes; nous y consacrerons tous nos efforts. Il nous a été relativement facile de venir à bout de ces deux classes exploiteuses, et je pense qu'il en sera de même pour les autres révolutions.

Mais à part ces classes exploiteuses, il existe dans presque tous les pays capitalistes, sauf peut-être en Angleterre une classe des petits producteurs et des petits agriculteurs. La question capitale de la révolution, c'est actuellement de lutter contre ces deux dernières classes. Pour nous en délivrer, il faut employer des méthodes différentes de celles de la lutte contre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Ces deux classes, nous pouvions tout simplement les exproprier et les chasser : c'est ce que nous avons fait. Mais nous ne pouvons agir de même avec les dernières classes capitalistes, les petits producteurs et les petits bourgeois qui existent dans tous les pays. Dans la plupart des Etats capitalistes, elles représentent une très forte minorité, de 30 à 45 % environ de la population. Si l'on y ajoute l'élément petit-bourgeois de la classe ouvrière, nous arriverons à plus de 50 %. On ne peut ni les exproprier ni les chasser; ici la lutte doit être menée autrement. Ce qui fait le sens de la période qui commence actuellement en Russie, du point de vue international, si l'on considère la révolution mondiale comme un processus unique, c'est qu'au fond nous devons résoudre pratiquement le problème des rapports du prolétariat avec la dernière classe capitaliste de notre pays. Sous l'angle théorique, tous les marxistes l'ont réglé facilement et correctement. Mais la théorie et la pratique sont deux. choses différentes, et résoudre ce problème pratiquement ou théoriquement n'est pas du tout la même chose. Nous savons pertinemment que nous avons commis de graves erreurs. Du point de vue international, le fait que nous nous attachions à déterminer l'attitude du prolétariat, maître du pouvoir, envers la dernière classe capitaliste, le petit producteur, la petite propriété, clé de voûte du capitalisme, marque un immense progrès. Ce problème se pose maintenant à nous de façon pratique. Je pense que nous saurons le résoudre. En tout cas, l'expérience que nous faisons sera utile aux révolutions prolétariennes futures qui sauront mieux se préparer en vue de la solution de ce problème.

J'ai essayé d'analyser dans mes thèses la question des rapports entre le prolétariat et la paysannerie. Pour la première fois dans l'histoire, il existe un Etat qui ne compte que ces deux classes : le prolétariat et la paysannerie. Cette dernière est l'immense majorité de la population. Elle est naturellement très arriérée. Sous quelle forme pratique se manifeste, dans le développement de la révolution, l'attitude du prolétariat, maître du pouvoir, envers la paysannerie ? La première forme est l'alliance, une alliance étroite. C'est une tâche très difficile, mais possible, en tout cas, sur le plan économique et politique.

Comment avons-nous abordé pratiquement ce problème ? Nous avons conclu une alliance avec la paysannerie. Voici comment nous l'entendons : le prolétariat affranchit la paysannerie du joug de l'exploitation, de la domination et de l'influence bourgeoises, l'attire à ses côtés pour triompher ensemble des exploiteurs.

Les mencheviks raisonnent ainsi : la paysannerie forme la majorité, nous sommes de purs démocrates, partant, c'est la majorité qui doit décider. Mais comme la paysannerie ne peut être indépendante, cela ne signifie en réalité rien d'autre que la restauration du capitalisme. Le mot d'ordre est le même : alliance avec les paysans. Quand nous en parlons, nous visons à renforcer et à consolider le prolétariat. Nous avons essayé de réaliser cette alliance entre le prolétariat et la paysannerie, et la première étape a été l'alliance militaire. Trois années de guerre civile ont fait naître des difficultés extrêmes, mais elles ont, en un sens, facilité la tâche. Cela peut paraître étrange, mais c'est la réalité. La guerre n'a pas été un fait nouveau pour les paysans; ils comprenaient fort bien la guerre contre les exploiteurs, contre les gros propriétaires terriens. Les énormes masses paysannes étaient avec nous. Malgré les distances extrêmement grandes, bien que la majorité de nos paysans ne sachent ni lire ni écrire, ils ont très bien compris notre propagande. C'est la preuve que les larges masses, chez nous aussi bien que dans les pays les plus avancés, apprennent beaucoup mieux par leur expérience pratique que dans les livres. L'expérience pratique des paysans a été facilitée chez nous par l'étendue immense de la Russie, par le fait que ses différentes parties ont pu, en même temps, traverser des phases d'évolution diverses.

En Sibérie et en Ukraine, la contre-révolution a pu vaincre provisoirement parce que la bourgeoisie était suivie par la paysannerie, parce que les paysans étaient contre nous. Ils disaient souvent : « Nous sommes bolchéviks, mais pas communistes. Nous sommes pour les bolchéviks parce qu'ils ont chassé les propriétaires fonciers, mais nous ne sommes pas pour les communistes, parce qu'ils sont contre l'économie individuelle. » Et la contre-révolution a pu un certain temps vaincre en Sibérie et en Ukraine, parce que la bourgeoisie l'emportait dans la lutte d'influence parmi les paysans; mais peu de temps a suffi pour leur ouvrir les yeux. Ils ont vite fait leur expérience pratique et n'ont pas tardé à déclarer : « Oui, les bolchéviks sont assez désagréables; nous ne les aimons pas, mais ils sont tout de même mieux que les gardes blancs et l'Assemblée constituante. » La Constituante est pour eux un gros mot. Non seulement pour les communistes conscients, mais aussi pour les paysans. La vie leur a appris qu'Assemblée constituante et gardes blancs, c'est la même chose; que la première entraîne inévitablement les seconds. Les mencheviks, eux aussi, mettent à profit l'alliance militaire avec la paysannerie, sans toutefois penser que cette alliance seule ne suffit pas. L'alliance militaire ne peut se maintenir sans l'alliance économique. Car enfin, nous ne vivons pas uniquement d'air pur; notre alliance avec les paysans n'aurait pu, en aucune façon, se maintenir longtemps sans une base économique, fondement de notre victoire dans la guerre contre notre bourgeoisie alliée à la bourgeoisie internationale.

La base de notre alliance économique avec la paysannerie était évidemment très simple et même rudimentaire. Nous avons remis toute la terre aux paysans, nous leur avons donné notre appui contre la grande propriété foncière. En échange, nous devions obtenir des vivres. Cette alliance était quelque chose d'absolument nouveau et ne reposait pas sur les rapports habituels entre producteurs et consommateurs. Nos paysans le comprenaient bien mieux que les hérauts de la II^e Internationale et de l'Internationale II 1/2. Ils se disaient : « Ces bolchéviks sont de durs chefs, mais ils sont tout de même des nôtres. » De toute façon, nous avons ainsi jeté les fondements d'une nouvelle alliance économique. Les paysans livraient leurs produits à l'Armée Rouge qui les aidait à défendre leurs biens. C'est ce qu'oubliaient toujours les hérauts de la II^e Internationale qui, tels Otto Bauer, ne comprennent absolument pas la situation présente. Nous reconnaissons que la forme initiale de cette alliance était très primitive et que nous avons commis un grand nombre d'erreurs. Mais nous devons agir le plus vite possible, nous devons organiser à tout prix le ravitaillement de l'armée. Pendant la guerre civile, nous étions coupés de toutes les régions à blé de la Russie. Notre situation était effroyable. Que le peuple russe et la classe ouvrière aient pu supporter tant de souffrances, de privations et de misère, sans avoir rien d'autre que leur ferme volonté de vaincre, semble tenir du miracle ! (*Vive approbation et applaudissements.*)

Depuis la fin de la guerre civile, notre tâche a en tout cas changé. Si le pays n'avait pas été aussi ravagé, comme il le fut après sept années de guerre ininterrompue, peut-être aurait-on pu passer plus aisément à une nouvelle forme d'alliance entre le prolétariat et la paysannerie. Mais à la situation déjà si pénible du pays se sont ajoutées la mauvaise récolte, la pénurie de fourrages, etc. Les privations des paysans sont devenues intolérables. Nous devons montrer immédiatement aux larges masses paysannes que nous étions prêts, sans nous écarter un instant de la voie révolutionnaire, à modifier notre politique de sorte que les paysans puissent se dire : les bolchéviks veulent à toute force améliorer sans délai notre intolérable situation.

C'est ainsi que nous avons modifié notre politique économique : les réquisitions ont fait place à l'impôt en nature. Cela n'est pas venu du premier coup. Vous pouvez lire dans la presse bolchévique diverses propositions publiées au cours de plusieurs mois, mais on n'a pas trouvé un projet dont le succès eût été vraiment assuré. Cependant, cela n'a pas d'importance. Ce qui importe, c'est que nous avons modifié notre politique économique en obéissant exclusivement aux circonstances pratiques et aux impératifs de la situation. La mauvaise récolte, le manque de fourrages, la pénurie de combustible exercent naturellement une influence décisive sur l'économie dans son ensemble, et aussi sur l'économie paysanne. Si la paysannerie dit non, nous n'aurons pas de bois. Et sans bois, les fabriques seront forcées de s'arrêter. La récolte désastreuse et le manque de fourrage ont fait que la crise économique a pris, au printemps de 1921, des proportions gigantesques. Tout ceci est la conséquence de trois années de guerre civile. Il fallait prouver à la paysannerie que nous, pouvions et voulions modifier rapidement notre politique afin d'améliorer immédiatement son sort. Nous disons sans cesse, - au II^e Congrès on l'a dit aussi, - que la révolution demande des sacrifices. Certains camarades argumentent ainsi dans leur propagande : nous sommes prêts à faire la révolution, mais il ne faut pas qu'elle soit trop dure. Si je ne m'abuse, cette thèse a été formulée par le camarade Smeral dans son discours au congrès du parti tchécoslovaque. J'ai lu cela dans le compte rendu du Vorwärts, de Reichenberg⁷. Il y a là apparemment un courant légèrement teinté de gauchisme. Cette source ne peut donc être considérée comme absolument impartiale. En tout cas, je dois dire que si Smeral l'a affirmé, il a eu tort. Quelques orateurs, qui ont pris la parole à ce congrès après Smeral, ont dit : « Oui, nous suivrons Smeral, parce que cela nous dispensera de la guerre civile. » Si tout cela est exact, je dois dire qu'une telle propagande n'est ni communiste ni révolutionnaire. Il est naturel que toute révolution entraîne des sacrifices immenses pour la classe qui l'a faite. Ce

⁷ Le *Vorwärts* dont il est question ici est le journal de la gauche social-démocrate autrichienne, qui parut à partir de 1911, et fut interdit en 1914-18. Après la guerre, il devient l'organe de la section allemande du P.C. tchécoslovaque.

qui distingue la révolution de la lutte ordinaire, c'est que ceux qui participent au mouvement sont dix fois, cent fois plus nombreux, et à cet égard chaque révolution implique des sacrifices non seulement pour certaines personnes, mais pour toute une classe. La dictature du prolétariat en Russie a imposé à la classe dominante, au prolétariat, des sacrifices, des privations, des misères tels que l'histoire n'en avait jamais connus, et il est fort probable qu'il en sera exactement de même dans n'importe quel autre pays.

Une question se pose : comment allons-nous répartir ces privations ? Nous représentons le pouvoir d'État. Nous sommes en mesure, jusqu'à un certain point, de répartir les privations, de les imposer à quelques classes, et adoucir ainsi, relativement, la situation de certaines couches de la population. De quel principe devons-nous nous inspirer ? Le principe de la justice ou de la majorité ? Non. Nous devons agir dans un sens pratique. Répartir les charges de manière à sauvegarder le pouvoir du prolétariat. C'est là notre unique principe. Au début de la révolution, la classe ouvrière a été contrainte d'endurer une misère incroyable le constate à présent que notre politique de ravitaillement enregistre chaque année de nouveaux succès. Il est certain que la situation s'est améliorée dans son ensemble. Mais il n'est pas moins certain qu'en Russie les paysans ont plus profité de la révolution que la classe ouvrière. Aucun doute ne saurait subsister à ce sujet. Du point de vue théorique, cela montre naturellement que notre révolution a été bourgeoise dans une certaine mesure. Quand Kautsky a lancé cet argument contre nous, nous avons bien ri. Assurément, sans l'expropriation de la grande propriété foncière, sans l'expulsion des gros propriétaires terriens et sans le partage du sol, la révolution ne peut être que bourgeoise, et non socialiste. Mais nous avons été le seul parti qui ait su mener la révolution bourgeoise jusqu'au bout et faciliter la lutte pour la révolution socialiste. Le pouvoir et le système soviétiques sont des institutions de l'État socialiste. Nous les avons déjà établis, mais le problème des rapports économiques entre la paysannerie et le prolétariat n'est pas encore résolu. Il reste encore beaucoup à faire, et l'issue de la lutte dépendra de notre aptitude à régler cette question. Ainsi, la répartition des privations est pratiquement une des tâches les plus ardues. La situation de la paysannerie s'est en somme améliorée, alors que de dures épreuves sont échues à la classe ouvrière, précisément parce qu'elle exerce sa dictature.

J'ai déjà dit que le manque de fourrages et la mauvaise récolte ont suscité, au printemps 1921, une misère affreuse parmi les paysans qui sont en majorité dans notre pays. Sans entretenir de bons rapports avec les masses paysannes, nous ne pouvons subsister. C'est pourquoi notre tâche était de les assister sur-le-champ. La situation de la classe ouvrière est extrêmement difficile. Ses souffrances sont atroces. Pourtant les éléments politiquement les plus avancés comprennent que nous devons, dans l'intérêt de la dictature de la classe ouvrière, faire un gros effort pour secourir la paysannerie à n'importe quel prix. L'avant-garde de la classe ouvrière l'a compris, mais il existe encore dans cette avant-garde des gens qui ne peuvent le saisir, qui sont trop fatigués pour comprendre. Ils ont considéré cela comme une erreur et se sont mis à parler d'opportunisme. Les bolchéviks, disaient-ils, aident les paysans. Le paysan qui nous exploite reçoit tout ce qu'il désire, tandis que l'ouvrier est affamé. Est-ce de l'opportunisme ? Nous aidons les paysans parce que sans alliance avec eux, le pouvoir politique du prolétariat est impossible, on ne saurait le conserver. C'est ce motif pratique qui a été décisif pour nous et non la répartition équitable. Nous aidons les paysans, car c'est absolument nécessaire pour garder le pouvoir politique. Le grand principe de la dictature est de soutenir l'alliance du prolétariat et de la paysannerie, afin qu'il puisse garder son rôle dirigeant et le pouvoir d'État.

Le seul moyen que nous ayons trouvé, c'est l'impôt en nature qui est l'inévitable conséquence de la lutte. Bientôt, cet impôt sera mis en vigueur pour la première fois. Cette mesure n'a pas encore été mise à l'épreuve. Nous devons passer de l'alliance militaire à l'alliance économique qui, théoriquement, ne peut avoir qu'un seul fondement, l'institution de l'impôt en nature. C'est l'unique possibilité sur le plan théorique de poser la base économique vraiment solide de la société socialiste. La fabrique socialisée fournit ses produits au paysan qui, en échange, livre son blé. C'est la seule forme possible d'existence de la société socialiste, la seule forme d'édification socialiste dans un pays où les petits paysans constituent la majorité ou, au moins, une très forte minorité. Le paysan livrera une partie de la récolte sous forme d'impôt, une autre contre les produits de la fabrique socialiste ou au moyen de l'échange des marchandises.

Nous en venons ici à la question la plus ardue. L'impôt en nature signifie, il va de soi, la liberté du commerce. Après s'être acquitté de l'impôt, le paysan est maître d'échanger librement ses excédents de blé. Cette liberté d'échange implique la liberté du capitalisme. Nous le disons ouvertement et le soulignons. Nous ne le dissimulons nullement. Les choses iraient mal pour nous si nous nous avisions de le cacher. La liberté du commerce, c'est la liberté du capitalisme, mais toutefois, sous une nouvelle forme. Cela veut dire que, jusqu'à un certain point, nous créons de nouveau le capitalisme. Nous le faisons tout à fait ouvertement. C'est le capitalisme d'État. Mais le capitalisme d'État dans une société où le pouvoir appartient au capital, et le capitalisme d'État dans l'État prolétarien, sont deux notions différentes. Dans la société capitaliste, le capitalisme d'État est reconnu par l'État qui le contrôle dans l'intérêt de la bourgeoisie et contre le prolétariat. Dans l'État prolétarien, la même chose se fait au profit de la classe ouvrière pour lui permettre de résister à la bourgeoisie encore puissante et de lutter contre elle. Il va sans dire que nous devons accorder des concessions au capital étranger, à la bourgeoisie des autres pays. Sans la moindre dénationalisation nous remettons mines, forêts, puits de pétrole aux capitalistes étrangers pour obtenir produits industriels, machines, etc., et relever ainsi notre propre industrie.

Dans la question du capitalisme d'État, nous n'avons bien entendu pas été tous d'accord dès le début. Mais à cette occasion, nous avons pu constater avec une grande joie que notre paysannerie évoluait, qu'elle a parfaitement compris la portée historique de la lutte que nous soutenons à l'heure actuelle. De simples paysans des régions les plus reculées venaient nous dire : « Comment ? On a chassé nos capitalistes qui parlent russe, et maintenant des capitalistes étrangers vont venir ? » Est-ce que cela ne montre pas le progrès de nos paysans ? Inutile d'expliquer à l'ouvrier au courant des questions économiques pourquoi cela est nécessaire. Après sept ans de guerre, nous sommes tellement ruinés qu'il faudra de longues années pour relever notre industrie. Il nous faut payer notre retard, notre faiblesse, l'apprentissage que nous faisons maintenant, que nous sommes obligés de faire. Quiconque veut s'instruire doit payer. Nous devons l'expliquer à tous et à chacun; et si nous en apportons la preuve pratique, les grandes masses ouvrières et paysannes seront d'accord avec nous, puisque leur situation va s'améliorer aussitôt, puisque nous aurons ainsi la possibilité de relever notre industrie. Qu'est-ce qui nous y oblige ? Nous ne sommes pas seuls sur terre. Nous sommes dans un système d'États capitalistes. D'un côté, des pays coloniaux qui ne peuvent pas encore nous aider; de l'autre, des pays capitalistes qui sont nos ennemis. Ce qui donne un certain équilibre, très précaire il est vrai. Mais nous devons cependant tenir compte de cet état de choses. Il ne faut pas fermer les yeux sur ce fait si nous voulons exister. Ou bien vaincre immédiatement toute la bourgeoisie, ou bien payer tribut.

Loin de le dissimuler, nous reconnaissons ouvertement que les concessions dans le système du capitalisme d'État reviennent à payer tribut au capitalisme. Mais nous gagnons du temps, et gagner du temps c'est tout gagner, notamment à une époque d'équilibre, quand nos camarades étrangers préparent activement leur révolution. Et plus cette préparation sera poussée, plus sûre sera la victoire. Jusqu'à ce moment nous serons tenus de payer tribut.

Quelques mots sur notre politique du ravitaillement. Il est certain qu'elle a été primitive et mauvaise. Mais nous pouvons noter aussi quelques succès. A ce propos, je dois souligner une fois de plus que la grande industrie mécanique est la seule base économique possible du socialisme. Quiconque oublie cela n'est pas communiste. Il nous faut mettre au point cette question de façon concrète. Nous ne pouvons pas poser les problèmes comme le font les théoriciens de l'ancien socialisme. Nous devons les poser pratiquement. Qu'est-ce que la grande industrie moderne ? C'est l'électrification de toute la Russie. La Suède, l'Allemagne et l'Amérique en sont près, bien qu'elles soient encore des pays bourgeois. Un camarade de Suède m'a raconté qu'une partie importante de l'industrie y est déjà électrifiée, ainsi que 30 % de l'agriculture. En Allemagne et en Amérique, pays capitalistes plus développés, l'échelle est encore plus large. La grande industrie mécanique n'est rien d'autre que l'électrification de tout le pays. Nous avons déjà désigné une commission spéciale composée des économistes et des techniciens les plus qualifiés. Il est vrai qu'ils sont presque tous contre le pouvoir des Soviets. Tous ces spécialistes viendront au communisme, mais autrement que nous, qui, au cours de vingt années d'activité clandestine, avons sans cesse étudié, répété, rabâché la *b c* du communisme.

Presque tous les organes du pouvoir soviétique étaient d'avis que l'on fit appel aux spécialistes. Les ingénieurs viendront à nous, quand nous aurons prouvé pratiquement que de cette façon les forces productives du pays s'accroissent. Il ne suffit pas de le leur prouver en théorie. Il le faut aussi pratiquement. Nous gagnerons ces gens à nos côtés si nous posons la question autrement et non sur le terrain de la propagande théorique du communisme. Nous affirmons que la grande industrie est l'unique moyen d'arracher la paysannerie à la misère et à la famine. Tout le monde est d'accord. Mais comment faire ? Pour relever l'industrie sur l'ancienne base, il faut trop d'efforts et de temps. Nous devons moderniser l'industrie, et pour cela, procéder à l'électrification du pays, ce qui demande beaucoup moins de temps. Les plans d'électrification sont déjà dressés. Plus de 200 spécialistes, presque tous adversaires du pouvoir soviétique, y ont travaillé avec intérêt bien que non communistes. Du point de vue de la science technique, ils étaient bien obligés de reconnaître que c'est la seule voie juste. Sans doute, il y a loin du plan à sa réalisation. Les spécialistes prudents disent que la première tranche des travaux demandera au moins dix ans. Le professeur Ballod a calculé que trois à quatre années suffiront pour électrifier l'Allemagne. Pour nous, même dix ans sont trop peu. Je cite dans mes thèses des chiffres pour montrer que nous avons fait bien peu jusqu'à présent dans ce domaine. Ces chiffres sont si modestes qu'on s'aperçoit tout de suite qu'ils ont une valeur de propagande plutôt que scientifique. Et c'est par la propagande que nous devons commencer. Le paysan russe, qui a fait la guerre mondiale et a passé plusieurs années en Allemagne, y a vu comment il faut gérer les exploitations avec les procédés modernes pour vaincre la famine. Nous devons développer un gros effort de propagande dans ce sens. Par eux-mêmes, ces plans n'ont pas jusqu'ici une grande portée pratique, cependant que leur valeur pour la propagande est considérable.

Le paysan voit qu'il faut créer quelque chose de nouveau. Le paysan comprend que tout l'État doit se mettre à l'œuvre et non chacun pour soi. Quand il était prisonnier en Allemagne il a vu, il a connu la base réelle d'une vie civilisée. 12 000 kilowatts, c'est un début très modeste. Il se peut qu'un étranger qui connaît l'électrification américaine, allemande ou suédoise, trouve la chose ridicule. Mais rira bien qui rira le dernier. En effet, c'est un début modeste. Mais la paysannerie commence à se rendre compte qu'il faut effectuer de nouveaux et immenses travaux et qu'ils sont déjà entrepris. Il faudra vaincre des difficultés énormes. Nous essayerons d'entrer en relations avec les pays capitalistes. Il ne faut pas regretter d'offrir aux capitalistes quelques centaines de millions de kilogrammes de pétrole à condition qu'ils nous aident à électrifier notre pays.

Et maintenant, pour terminer, quelques mots sur la « démocratie pure ». Je cite ce que Engels a écrit le 11 décembre 1884 dans une lettre à Bebel :

« La démocratie pure acquerra au moment de la révolution, pour un bref délai, une importance temporaire en tant que parti bourgeois le plus extrême, ainsi qu'elle s'est déjà affirmée à Francfort, comme la dernière ancre de salut de toute l'économie bourgeoise, et même féodale... C'est ainsi qu'en 1848 toute la masse bureaucratique féodale a soutenu, de mars à septembre, les libéraux afin de tenir dans l'obéissance les masses révolutionnaires... En tout cas, pendant la crise et au lendemain de celle-ci, notre unique adversaire sera toute la masse réactionnaire groupée autour de la démocratie pure; et c'est ce que l'on ne doit, à mon avis, négliger en aucun cas. »

Nous ne pouvons pas poser les questions comme le font les théoriciens. La réaction tout entière, non seulement bourgeoise mais aussi féodale, se rallie autour de la « démocratie pure ». Les camarades allemands savent mieux que quiconque ce que signifie la « démocratie pure », puisque Kautsky et d'autres chefs de la II^e Internationale et de l'Internationale II 1/2 la défendent contre les méchants bolchéviks. Si l'on juge les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks russes sur leurs actes et non sur leurs paroles, ils n'apparaîtront pas autrement que comme les représentants de la « démocratie pure » petite-bourgeoise. Au cours de notre révolution et aussi pendant la dernière crise, aux jours de l'émeute de Cronstadt, ils ont montré avec une pureté classique ce que signifie la démocratie pure. Une grande effervescence régnait parmi les paysans, et les ouvriers étaient eux aussi mécontents. Ils étaient fatigués, exténués. Car enfin, les forces humaines ont des limites. Ils ont souffert de la faim pendant trois ans, mais cela ne peut durer quatre ou cinq ans. Il va sans dire que la faim a des répercussions profondes sur l'activité politique. Comment ont agi les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ? Leurs hésitations incessantes n'ont fait que renforcer la bourgeoisie. L'organisation de tous les partis russes à l'étranger a montré quelle est la situation aujourd'hui. Les chefs les plus intelligents de la grande bourgeoisie russe se sont dit : « Nous ne pouvons vaincre immédiatement en Russie. Aussi notre mot d'ordre doit-il être : « Les Soviets sans les bolchéviks. » Milioukov, leader des cadets, défendait le pouvoir des Soviets contre les socialistes-révolutionnaires. Cela semble bizarre. Mais telle est la dialectique pratique que nous étudions de façon originale au cours de notre révolution, à travers notre lutte pratique et celle de nos adversaires. Les cadets défendent les « Soviets sans les bolchéviks », parce qu'ils comprennent fort bien la situation et qu'ils espèrent faire mordre à cet hameçon une partie de la population. Voilà ce que disent les cadets intelligents. Certes, tous les cadets ne sont pas intelligents, mais certains le sont et ont puisé une certaine expérience dans la révolution française. A présent le mot d'ordre est : lutter contre les bolchéviks à tout prix, coûte que coûte. Toute la bourgeoisie aide maintenant les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires. Ils forment aujourd'hui l'avant-garde de toute la réaction. Ce printemps, nous avons eu l'occasion de connaître les fruits de cette coalition contre-révolutionnaire.

Nous devons donc poursuivre la lutte implacable contre ces éléments. La dictature est un état de guerre exacerbée. Nous nous trouvons précisément dans cet état. Il n'y a pas en ce moment d'invasion armée. Nous sommes cependant isolés. D'autre part, nous ne le sommes pas tout à fait, puisque toute la bourgeoisie mondiale est incapable, à l'heure actuelle, de mener une guerre ouverte contre nous, car l'ensemble de la classe ouvrière, bien que sa majorité ne soit pas encore communiste, est suffisamment consciente pour ne pas tolérer l'intervention. La bourgeoisie est obligée de tenir compte de cet état d'esprit des masses qui, il est vrai, n'ont pas encore tout à fait atteint le niveau du communisme. Aussi, la bourgeoisie ne peut-elle à présent déclencher

l'offensive contre nous, mais cela n'a rien d'impossible. Tant qu'il n'y a pas de résultat général et définitif, cet état de guerre effroyable subsistera. Nous disons : « A la guerre comme à la guerre : nous ne promettons aucune liberté ni aucune démocratie. » Nous déclarons ouvertement aux paysans qu'ils doivent choisir : ou bien le pouvoir des bolchéviks, et alors nous ferons toutes les concessions possibles, dans la mesure où le maintien du pouvoir le permet, et ensuite nous les conduirons au socialisme; ou bien le pouvoir de la bourgeoisie. Tout le reste n'est que duperie, démagogie pure. Une lutte sans merci doit être engagée contre cette duperie, contre cette démagogie. Notre point de vue est celui-ci : pour l'instant, grandes concessions et prudence extrême, justement parce qu'il existe un certain équilibre, que nous sommes plus faibles que nos adversaires réunis, que notre base économique est trop fragile et que nous avons besoin d'une base économique plus solide.

Voilà ce que j'ai voulu dire aux camarades sur notre tactique, sur la tactique du Parti communiste de Russie.
(*Applaudissements prolongés.*)